



Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Loir-et-Cher

6 Rue Louis Armand - 41015 BLOIS CEDEX Tél. : 02 54 50 16 17 - uioss@caf41.caf.fr

**Travaux relatifs au remplacement des installations du
système de sécurité incendie (SSI)
Organismes de la Sécurité Sociale de Loir-et-Cher (41)**

Marché public n° 2025/TRAV/01

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché public de travaux en procédure adaptée
en application l'article R2123-1 3° du code de la commande publique.

Table des matières

I.	DEFINITIONS	5
II.	OBJET	5
III.	PARTIES PRINCIPALES AU MARCHE	5
1)	Le pouvoir adjudicateur	6
2)	Le titulaire.....	6
IV.	AUTRES ACTEURS DU PROJET	7
1)	Le maître d'œuvre	7
2)	Coordonnateur SPS	7
3)	Bureau de contrôle.....	7
4)	Coordinateur des systèmes de sécurité incendie (CSSI)	8
V.	CADRE JUDICIAIRE ET PIECES CONTRACTUELLES.....	8
1)	Documents contractuels	8
2)	Formes des notifications	8
VI.	ALLOTISSEMENT.....	8
VII.	VARIANTE	8
VIII.	LIEU D'EXECUTION	8
IX.	MODALITE D'EXECUTION	9
1)	Préparation des travaux	9
2)	Connaissance du site	9
3)	Le programme d'exécution	10
1)	Sujétions normalement prévisibles.....	10
2)	Ordres de services	11
3)	Sous-traitance.....	11
X.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
1)	Qualité et contrôle des matériaux et produits.....	11
2)	Mesures de sécurité et protection de la main d'œuvre.....	12
3)	Protection de l'environnement	12
4)	Changements affectant le titulaire.....	12
5)	Confidentialité et discrétion	13
6)	Obligations de sécurité.....	13
7)	Obligations de conseil	14

XI.	FIXATION DU PRIX ET SA REVISION	14
1)	Contenu des prix.....	14
2)	Forme des prix.....	14
3)	Variation des prix.....	15
XII.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	15
1)	Répartition des paiements	15
2)	Les avances.....	15
3)	Les projets de décomptes mensuels, d'acomptes mensuels et décomptes finaux	16
a)	Les projets de décomptes mensuels et acomptes mensuels.....	16
b)	Les décomptes finaux.....	16
c)	Transmission des décomptes	17
d)	Les délais de paiement.....	17
e)	Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	17
XIII.	RETENUE DE GARANTIE	18
XIV.	DELAIS D'EXECUTION	18
1)	Entrée en vigueur	18
2)	Délai d'exécution des travaux	19
XV.	PENALITES	19
1)	Pénalité pour retard ou absence.....	19
a.	Retard dans les travaux.....	19
b.	Retard dans la fourniture de documents	20
c.	Absence ou retard aux réunions de chantier, sur convocation par voie de compte rendu de chantier.....	20
2)	Pénalités pour infractions aux prescriptions du chantier	20
3)	Modalité d'application des pénalités	20
XVI.	CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	21
1)	Opérations préalables à la décision de réception	21
2)	Opération de réception	22
3)	Délai de levé des réserves	22
4)	Mise à disposition.....	22
5)	Délai de garantie	23
6)	Délai d'intervention par application des garanties	23
7)	Assurance	23
XVII.	RESILIATION	23
1)	Résiliation du marché aux torts du titulaire	24

2)	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général.....	24
3)	Exécution aux frais et risques du titulaire	24
a.	En cours d'exécution du marché.....	24
b.	Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	24
XVIII.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	24
1)	Obligation d'identification des travailleurs	24
2)	Lutte contre le travail dissimulé	25
3)	Emploi de travailleurs étrangers ou détachés.....	25
XIX.	AUTRES OBLIGATIONS DU TITULAIRE	25
1)	Garantie et responsabilité.....	25
2)	Assurance qualité	25
3)	Responsabilité et certification.....	26
XX.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	26
XXI.	REGLEMENT DES CONFLITS.....	26
XXII.	DEROGATION AU CCAG – TRAVAUX DE 2021.....	27

I. DEFINITIONS

Marché public : tout contrat, répondant à un besoin d'un pouvoir adjudicateur ou d'une entité adjudicatrice, conclu sur le fondement du code de la commande publique (ci-après « CCP »).

Marché public de travaux : marché ayant pour objet « Soit l'exécution, soit la conception et l'exécution de travaux dont la liste figure dans un avis annexé au CCP ».

Pouvoir adjudicateur : personne morale, de droit public ou privé, soumise au CCP, qui passe un marché ou l'exécute, seule ou conjointement.

Maître d'ouvrage : personne morale ou physique pour le compte de qui un marché de travaux est exécuté.

Maître d'œuvre : personne morale ou physique qui veille à la bonne exécution, ainsi qu'à la conformité des travaux sur un chantier.

Titulaire : opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques ayant conclu le marché avec le maître d'ouvrage.

II. OBJET

Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (ci-après « CCAP ») concerne un marché public de travaux portant sur le remplacement du système de sécurité incendie, (ci-après « SSI ») des bâtiments de la sécurité sociale situé au 6 rue Louis Armand 41000 BLOIS.

Les travaux impliquent de manière non exhaustive :

- La dépose des anciens équipements obsolètes
- Le remplacement de la centrale SSI existante
- L'ajout et le retrait de détecteurs
- Une mise en conformité aux prescriptions PMR
- La modification d'emplacement de déclencheur manuels
- La formation des agents

La consistance des travaux et l'étendue des prestations sont décrites de manière détaillée à l'article 01.5 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « CCTP »), ainsi qu'au sein du cahier des charges fonctionnelles (ci-après « CCF »).

Le CCTP et le CCF contiennent également la description, les plans ainsi que les spécifications techniques des ouvrages en question.

III. PARTIES PRINCIPALES AU MARCHÉ

Les dispositions des articles 3.1 à 3.5 du CCAG – travaux sont applicables.

Les parties au présent marché sont :

- Le pouvoir adjudicateur

- Le titulaire

1) Le pouvoir adjudicateur

L'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (ci-après « UIOSS ») est l'instructeur du présent marché.

L'UIOSS est divisé en différents bâtiments :

- Un bâtiment principal (sur 6 étages) regroupant la CPAM, la CAF, l'URSSAF et la CARSAT,
- Un bâtiment annexe (CARSAT)
- Le restaurant d'entreprise

Les travaux prendront place sur l'ensemble de ces bâtiments.

L'UIOSS est également le maître d'ouvrage, au sens de l'article L. 2411-1 CCP. De ce fait, l'UIOSS est compétente pour la passation, et assure l'exécution du marché (émission des ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures).

L'UIOSS est représentée par sa directrice, Madame Delphine LEVY.

2) Le titulaire

Conformément au Code de la commande publique, le titulaire peut se présenter sous forme de groupement, ce dernier peut être solidaire ou conjoint selon l'article R. 2142-20 CCP.

De ce fait, l'acte d'engagement mentionne :

- La composition et la nature de l'éventuel groupement
- Les personnes habilitées à représenter chaque composante du groupement selon les principales phases du contrat

Au visa de l'article R. 2142-24 CCP un mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. Le mandataire devra assister à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre.

En matière de pénalités, ces dernières sont réparties selon les indications données par le mandataire entre les co-traitants. A défaut d'indication dans un délai de 7 jours calendaires, les pénalités sont retenues sur le montant dû au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.9 CCAG – travaux, le titulaire se rend sur les chantiers toutes les fois qu'il est requis par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, jusqu'à la réception sans réserve des travaux ou ouvrages. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de cotraitance, l'obligation susvisée s'applique au mandataire et à chacun des autres cotraitants.

IV. AUTRES ACTEURS DU PROJET

1) Le maitre d'œuvre

Les travaux concernant les installations de sécurités incendies demandant une certaine expertise, le pouvoir adjudicateur est aidé dans sa mission de maitrise d'ouvrage par un maitre d'œuvre.

Cette mission de maitrise d'œuvre est assurée par :

AB Ingénierie
21 rue du Hanipet
49124 Saint Barthélémy d'Anjou

Le maitre d'œuvre participe, **notamment**, lors de la phase de réalisation à :

- L'organisation des réunions de chantier de travaux et de mise au point technique avec le titulaire
- L'examen et la validation des documents d'exécution du titulaire
- Au contrôle de la bonne exécution des travaux

Le maitre d'œuvre participe, **notamment**, lors de la phase de réception à :

- La modification, mise à jour, extension et transmission au bureau de contrôle du dossier d'identité SSI tel que visé par la norme NF S 61932
- La réalisation des mesures et essais de fonctionnement d'efficacité et de corrélation sur l'ensemble des installations
- La réception de l'installation en présence du titulaire, du maitre d'ouvrage et du contrôleur technique avec vérification du respect du cahier des charges

Les missions du maitre d'œuvre précitées sont non exhaustives. Les missions sont décrites plus précisément au sein du CCTP.

2) Coordonnateur SPS

Aucun.

3) Bureau de contrôle

Les missions de contrôle technique sont assurées par :

DEKRA Industrial SAS
8 bis rue Daniel Mayer
37100 Tours

4) Coordinateur des systèmes de sécurité incendie (CSSI)

AB ingénierie est maître d'œuvre et coordinateur des systèmes de sécurité incendie.

V. CADRE JURIDIQUE ET PIÈCES CONTRACTUELLES

1) Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – Travaux, les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières (il y en aura-t-il ?);
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des charges fonctionnelles (CCF) ;
- La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).
- Le cahier des clauses administratives générales – travaux (CCAG) de 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;

En cas de contradiction entre des pièces constitutives du marché, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

2) Formes des notifications

Les articles 3.1 à 3.5 du CCAG – Travaux sont seuls d'application.

VI. ALLOTISSEMENT

Ce marché n'est pas soumis à l'allotissement, il ne contient qu'un seul lot.

VII. VARIANTE

Les variantes ne sont pas acceptées au sein du présent marché.

VIII. LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution de l'ensemble des prestations est :

6 rue Louis Armand
41015 BLOIS CEDEX

Les travaux pourront s'exécuter sur l'ensemble des bâtiments aux emplacements prédéfinis dans le CCTP, le CCF ou par le maître d'œuvre.

IX. MODALITE D'EXECUTION

Le titulaire du présent marché exécutera les travaux objets du présent marché conformément aux textes législatifs, aux règlements, aux normes françaises, aux documents techniques unifiés (DTU), aux règles de l'art et aux règles professionnelles en vigueur, et notamment ceux visés aux CCTP.

A- Préparation des travaux

1) Préparation des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG – travaux, la période de préparation des travaux, incluse dans le délai d'exécution du marché, est fixé à 8 semaines (congés compris) comme en dispose le planning d'exécution des travaux, transmis en annexe.

Néanmoins, le démarrage des travaux mentionné au sein du point XIII – 1) ne peut intervenir que lorsque les tâches préparatoires ont été achevées.

Les tâches à réaliser par le titulaire lors de la période de préparation sont précisées au sein du CCTP du présent marché.

2) Connaissance du site

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance de tous les plans utiles à la réalisation des travaux, des lieux et terrains et de tous les éléments généraux et locaux, en relation avec l'exécution des travaux ;
- Apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités ;
- Procédé à une visite du site, qui est au demeurant obligatoire, et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux accès et aux abords, à la topographie, à la nature des terrains, à l'organisation et au fonctionnement du chantier ;
- Contrôlé toutes les indications des plans et s'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre.

Ainsi, le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante des sites d'implantation des ouvrages, ou de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux.

Le titulaire devra tenir compte de l'ensemble des frais résultants de la présence de réseaux divers (eau, gaz, électricité, égouts...) et, ainsi, ce dernier devra prendre toutes les précautions pour assurer leur protection et leur maintien en service durant l'exécution des travaux.

3) Le programme d'exécution

Par application de l'article 28.2 CCAG-travaux et selon les modalités formulées à l'article 01.7.1 du CCTP, le titulaire rédigera un programme d'exécution des travaux.

De manière non exhaustive, le titulaire devra fournir au maitre d'œuvre et au maitre d'ouvrage, avant l'expiration de la période de préparation, les pièces suivantes :

- Les notes de calcul de sélection des matériels (éclairage, section de câble, asservissements, etc...)
- Les caractéristiques techniques de tous les matériels prévus installés et notamment pour le matériel d'éclairage :
 - o Essais au fil incandescent,
 - o La température de contact des luminaires encastrés,
 - o Etc...
- Les caractéristiques dimensionnelles des réseaux de distribution,
- Les plans détaillés d'implantation des matériels,
- Le carnet d'appareillage,
- Les schémas de principe,
- Les détails de passage de parois.

Il est précisé que l'absence de remise au maitre d'œuvre de l'un de ces documents prévus ci-dessus fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux, et justifie l'application de pénalités de retard suivant l'article XV du présent CCAP.

4) Planning général d'exécution

Le titulaire devra se conformer au planning général d'exécution des travaux lors de l'établissement du programme d'exécution établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 et comportant les dates de début et de fin des travaux. Ce calendrier est annexé au CCTP.

B- Exécution des travaux

1) Sujétions normalement prévisibles

L'attention du titulaire est attirée sur les sujétions résultants de l'exécution des travaux dans l'enceinte d'un bâtiment de la sécurité sociale.

Le maitre d'ouvrage a toute liberté pour ordonner les mesures qui lui semblent nécessaires pour réduire au minimum les inconvénients prévisibles.

Ainsi, sur décision du maitre d'ouvrage, le titulaire pourra être amené à arrêter momentanément les travaux perturbant le bon fonctionnement des activités de la sécurité sociale.

Il supportera en conséquence les éventuels décalages de planning, et toutes les dépenses qui y sont liés.

En outre, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pendant les travaux afin d'assurer la sécurité et le confort du personnel, ainsi que des usagers, des tiers et de leurs biens.

2) Ordres de services

L'article 3.8 du CCAG – travaux est seul applicable.

3) Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du CCP, ainsi que l'article 3.6 du CCAG – travaux la sous-traitance de ce marché est possible.

La déclaration au maître d'ouvrage de tout sous-traité, ainsi que le paiement direct pour les sous-traitants direct aux marchés supérieurs à 600 euros T.T.C. sont obligatoires.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par le maître d'ouvrage est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

La sous-traitance totale du présent marché est interdite.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives de l'article 52 du CCAG - travaux.

Ainsi, lorsque le titulaire ne se conforme pas à la législation en matière de sous-traitance, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra joindre, en sus du DC4 :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- Les formulaires DC2
- Les qualifications du sous-traitant correspondant aux prestations sous-traitées
- Pour les sous-traitants directs, un relevé d'identité bancaire
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

De surcroît, toutes les obligations mises à la charge du titulaire du marché notamment en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ainsi que de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du titulaire. En cas de non-respect de ces dernières, le titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

X. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

1) Qualité et contrôle des matériaux et produits

Les dispositions des articles 21 à 24 du CCAG – travaux sont d'application directes.

Ainsi, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché, et plus précisément le CCTP.

De plus, le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux utilisés.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit.

En outre, Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes. Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois à la date d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française

Le titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit.

Au visa de l'article 24 CCAG – travaux, des vérifications quant à la conformité des produits et matériaux peuvent être faites par le maître d'œuvre.

2) Mesures de sécurité et protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n° 87, 98, 29, 105, 100, 111, 138 et 182).

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage, se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions : le titulaire apporte ces preuves par tous moyens significatifs, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG – travaux applicable, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

3) Protection de l'environnement

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG – travaux applicable, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier de l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

4) Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter

- La forme de l'entreprise
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Son adresse ou siège social
- La cession d'une ou différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité
- Ses coordonnées bancaires
- Tout autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché

Le titulaire fait parvenir au pouvoir adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 à jour des modifications, ou pour les entreprises n'en possédant pas, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal d'annonce légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5) Confidentialité et discrétion

Le titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5.1 du CCAG – travaux. Notamment, le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

6) Obligations de sécurité

Le titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant- dans les locaux du maître d'ouvrage, et notamment à celles issues du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le titulaire de les communiquer à son personnel.

De surcroît, les travaux auront lieu en site occupé. Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter ou de réduire au maximum les potentiels désagréments (auditifs notamment) sur le site de l'UIOSS.

Le titulaire devra se conformer aux obligations de l'article 31.4 du CCAG – Travaux.

7) Obligations de conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du maitre d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le maitre d'ouvrage ou son représentant de tout événement ou tout difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, à charge pour le titulaire de les communiquer à son personnel.

XI. FIXATION DU PRIX ET SA REVISION

1) Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses mentionnées à l'article 9.1 CCAG – Travaux applicable.

Les prix sont établis hors T.V.A. Le taux de TVA à appliquer est conforme aux textes en vigueur lors de la réalisation des travaux.

2) Forme des prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix inscrits dans l'annexe financière comprennent tous les postes nécessaires à la réalisation d'un ouvrage conforme au CCTP et conforme à la réglementation en vigueur.

En conséquence, il est expressément entendu que le titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans le CCTP.

Il est précisé que les prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que le maitre d'ouvrage entend allouer pour l'exécution parfaite des ouvrages, conformément aux meilleures règles de l'art.

Les prix sont établis en tenant compte des stipulations de l'article 9.1 du CCAG – Travaux complété par ce qui suit, de manière non limitative :

- Les mentions susvisées à l'article IX, petit 2) du présent CCAP
- Les dépenses pour l'exécution complète du marché,
- A l'entretien, la maintenance et au dépannage des équipement et ce, jusqu'à la réception sans réserve des installations par le maitre d'ouvrage
- L'établissement de tous les documents, plans, notes de calcul, schémas, notices explicatives...
- Des frais résultants des mesures nécessitées par la protection des équipements jusqu'à leur réception et des bien du maitre d'ouvrage situés dans les zones de chantier, de frais de gardiennage du chantier et de toute clôtures rendues nécessaires par les règles de sécurité du chantier, notamment à l'égard du public.
- Les sujétions imposées par la réalisation de mesures ou d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par le titulaire, le maitre d'œuvre, ou un organisme extérieur mandaté par le maitre d'ouvrage ou le maitre d'œuvre.

3) Variation des prix

Compte tenu de la durée des travaux, les prix sont fermes pour la durée totale d'exécution du marché.

Conformément aux articles R. 2112-9 à R. 2112.11 du CCP, les prix sont actualisables, et ce dans les conditions prévues aux articles 9.4 et 10.5 CCAG – Travaux.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG – Travaux, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier causé en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicable en cours d'exécution du marché.

Cette modification est considérée comme imprévisible lorsqu'aucune des parties ne pouvait diligemment la prévoir jusqu'à la notification du présent marché, notamment parce qu'aucun projet ou qu'aucune proposition de loi ou toute modification par voie de décret n'ont été publiés.

Si les circonstances ci-dessus sont réunies, la partie la plus diligente informe par tout moyen permettant de prouver la réception du destinataire, de la mise en œuvre de la présente clause.

L'éventuelle modification du contrat qui en résulterait, fera impérativement l'objet d'un avenant écrit et signé des deux parties. Cet avenant ne pourra s'appliquer que pour l'avenir, à compter de la plus tardive des dates de signature des parties.

En l'absence d'un tel avenant, aucune modification ne sera apportée au contrat pour les circonstances prévues à la présente clause.

XII. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le mode de règlement choisit par le maitre d'œuvre est le virement bancaire.

1) Répartition des paiements

En cas de groupement, l'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et a ses cotraitants membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché, les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser l'ensemble des prestations. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

2) Les avances

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et suivants du CCP, une avance est accordée de droit au titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché est supérieur à 50.000euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le titulaire peut refuser cette avance.

Ainsi, en cas d'éligibilité à l'avance et sauf renonciation du titulaire via l'acte d'engagement, le montant de cette avance est égal à 5% du montant initial T.T.C. du marché si la durée dudit marché est inférieure ou égale à douze mois.

Si la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à :

(Montant initial du marché T.T.C. x 12 mois / durée du marché en mois) x 5

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à compter de la réception d'une première situation faisant état du montant de l'avance à verser.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avenant est effectué par précompte.

3) Les projets de décomptes mensuels, d'acomptes mensuels et décomptes finaux

a) Les projets de décomptes mensuels et acomptes mensuels

L'article 12 CCAG – Travaux est d'application direct.

Chaque demande de paiement comportera, outre les mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La dénomination sociales, n° de SIRET et adresse du titulaire
- Le numéro de facture
- Le numéro de marché et son objet
- La date d'exécution des prestations, La quantité précise et la dénomination des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxe et le montant de la taxe à payer,

b) Les décomptes finaux

Par dérogation à l'article 12.3.2 CCAG – travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final simultanément au maître d'œuvre ainsi qu'au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception définitive des travaux telle qu'elle est prévue à aux articles 40, 41 et 42 du CCAG – travaux.

En l'absence d'une telle notification, il en va de même, à la fin de l'un des délais de trente jours mentionnés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG – travaux.

Si la réception des travaux donne lieu à des réserves, au sens de l'article 41.6 du CCAG – Travaux, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ de celle-ci.

En application de l'article 12.3.4 du CCAG – travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, ; le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Le maître d'œuvre est destinataire en copie de la mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'œuvre établit alors d'office et aux frais du titulaire le décompte final. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général définitif tel que défini à l'article 12.4

Le décompte général définitif comporte les informations énumérées à l'article 12.4.1 du CCAG – travaux.

L'article 12.4.2 CCAG – travaux s'applique entièrement.

Le maître d'ouvrage notifie, au titulaire, le décompte général dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG – travaux qui ne s'applique pas.

c) Transmission des décomptes

Les factures sont transmises sous formes électroniques, conformément aux articles L. 2192-1 et L. 2192-2 du CCP.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectuées, soit via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>, soit par mail directement au maître d'ouvrage.

d) Les délais de paiement

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-23 à R.2191-31 du CCP.

Conformément à l'article R. 2192-10 du CCP, le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours pour les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier de l'établissement maître d'ouvrage, Monsieur Jean-Marie CHESNIN, Directeur Comptable et Financier de l'UIOSS 41.

Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

e) Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit à des intérêts moratoires, ainsi que des indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement conformément à l'article L. 2192-13.

Ces droits sont accordés dans les conditions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du CCP.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui du taux de la banque centrale européenne (BCE) en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, selon l'article R. 2192-31 du CCP.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé de manière réglementaire à quarante (40) euros.

XIII. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie peut être mise en place, conformément à l'article R. 2191-32, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celle formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le délai de garantie susmentionnée est d'un an.

Ainsi, le titulaire du présent marché est soumis à une retenue de garantie égale à cinq pour cent (5%) du montant T.T.C. initiale du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Cette dernière est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente (30) jours après la date de leur levée.

Le titulaire a la possibilité, durant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande, constituée pour le montant du marché. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

XIV. DELAIS D'EXECUTION

1) Entrée en vigueur

Par application de l'article 18.1 du CCAG-travaux, le titulaire devra se conformer au planning général d'exécution des travaux et au programme d'exécution, lui-même établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 et comportant les dates de début et de fin des travaux.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux.

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux.

2) Délai d'exécution des travaux

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux, le calendrier d'exécution des travaux détaille l'ensemble des phases, ainsi que les périodes de préparation et de réception.

Les délais de chacune des phases comprennent :

- Les périodes de congés payés ;
- La période de préparation ;
- Les opérations préalables à la réception ;
- Les opérations de réceptions, comprenant le délai d'intervention de l'avis de la commission de sécurité et d'accessibilité ;
- Le repliement du matériel, le nettoyage et la remise en état éventuelle des lieux à partir duquel il est procédé aux OPR

Les délais intermédiaires de réalisation de chacune des phases sont contractuels ainsi que le délai global d'exécution des travaux.

Des pénalités provisoires peuvent être appliquées sous forme de retenues sur les décomptes mensuels, en cas de retard constaté par rapport aux délais intermédiaires mentionnés dans le calendrier d'exécution

Ces pénalités seront d'un montant égal aux retenues de garantie. Les modalités d'application de ces pénalités sont les mêmes que celles citées au 3) de l'article XV du présent CCAP.

Le montant définitif de la pénalité est arrêté au terme du marché, au sein du décompte général et définitif, au regard du respect du délai global d'exécution.

Dans le cas où le titulaire a rattrapé son retard et respecté le délai global d'exécution, les retenues provisoires lui sont restituées.

XV. PENALITES

1) Pénalité pour retard ou absence

a. Retard dans les travaux

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 19.2.3 du CCAG-travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, et sans mise en demeure préalable, le titulaire subira une pénalité forfaitaire journalière, par jour ouvré, égale à 1/1000^{ème} du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Enfin, il est rappelé que le délai global du marché comprend le démarrage, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et **après mise en demeure** restée sans effet, elles pourront être exécutées par le maître d'ouvrage aux risques et frais du titulaire défaillant.

Concernant les retards dans les travaux et interventions pour la levée des réserves. Une pénalité de 500 euros par jour ouvré de retard est appliquée jusqu'à ce que les réserves soient levées. Si les travaux concernant les réserves sont effectués aux risques et aux coûts du titulaire, les pénalités ne sont dûes jusqu'au choix du nouvel opérateur économique.

b. Retard dans la fourniture de documents

En cas de retard dans la transmission de documents visés à l'article 40 du CCAG – travaux qui doivent être remis par le titulaire au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre, une pénalité forfaitaire s'applique. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG – travaux, cette pénalité forfaitaire s'applique sans mise en demeure préalable. Elle est égale à 300 euros pour jour ouvré de retard.

c. Absence ou retard aux réunions de chantier, sur convocation par voie de compte rendu de chantier

Le maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 euros par absence, et de 100 euros par retard.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer ces pénalités s'il juge que l'absence ou le retard est dû à des causes étrangères et indépendantes de la volonté du titulaire.

2) Pénalités pour infractions aux prescriptions du chantier

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier : 400 euros par infraction constatée
- Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites : 400 euros par jour et par m³
- Non-respect des contraintes imposées par le site : 300 euros par constat
- Non-respect des délais de prévenance : 500 euros par jour ouvré
- Non nettoyage du cheminement du chantier, des voiries et abords du chantier : 500 euros par infraction constatée.

3) Pénalités pour manquement contractuel

Tout autre manquement aux dispositions contractuelles pourra faire l'objet d'application de pénalités d'un montant de 200€.

4) Modalité d'application des pénalités

L'application des pénalités ci-dessus est laissée à l'initiative du maître d'ouvrage qui conserve également la possibilité de refuser le travail réalisé par le titulaire, d'en prescrire la réfaction totale ou partielle aux frais du titulaire.

Toutes les pénalités sont exigibles sans mise en demeure préalable, exception faite des pénalités concernant le retard constaté dans le repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG – travaux, le montant des pénalités est cumulatif et n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article susmentionné, l'ensemble des pénalités applicables au présent marché sont dues dès le premier euro.

XVI. CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

1) Opérations préalables à la décision de réception

Les travaux donnent lieu à une réception générale, en application de l'article 41 du CCAG – travaux.

Le titulaire avise, à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront.

Par dérogation à l'article 41.1 le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de l'avis susmentionné.

Par application de l'article 01.7.2 du CCTP, un dossier technique complet sera fourni par le titulaire. Ce dossier sera soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et fera partie intégrante des opérations préalables à la décision de réception des ouvrages.

Ce dossier technique devra notamment comporter :

- L'affichage dans les locaux techniques des schémas généraux des installations (tableau rigide, face plastique),
- La mise en place en armoire des schémas électriques des installations,
- Le repérage de tous les éléments constitutifs,
- Les certificats de garantie des matériels installés,
- Les marques, type, référence et localisation du matériel,
- Les notices détaillées d'entretien et de fonctionnement complétées par les notices techniques du constructeur du matériel,
- La mise à jour des plans d'installation conformes à l'exécution tenant compte du matériel effectivement mis en place par l'entreprise,
- Les carnets de câbles.

Conformément au CCTP toutes les épreuves de test du fonctionnement du SSI font parti des opérations préalables à la réception des ouvrages. Ainsi, conformément à l'article 41.4 du CCAG – travaux, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Par application de l'article 41.2 du CCAG – travaux, les opérations préalables à la décision de réception comportent également :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Par application de l'article 41.2 du CCAG – travaux, Les opérations prescrites ci-avant font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire.

Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

2) Opération de réception

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG – travaux, le maître d'œuvre a un délai de 20 jours suivant la date du procès-verbal pour faire savoir au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Conformément à l'article 41.3 du CCAG – travaux, au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

3) Délai de levé des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG – travaux, le titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons ayant fait l'objet de réserves, dans un délai d'un mois maximum suivant la date fixée pour l'achèvement des travaux.

A défaut, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Conformément à l'article 41.7 du CCAG – travaux, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

4) Mise à disposition

Les mises à dispositions d'ouvrage ou de partie d'ouvrage pourront être réalisées conformément à l'article 43 du CCAG – travaux.

5) Délai de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an à compter de la réception des travaux. Les ouvrages sont également couverts par les garanties légales biennales et décennales en fonction de leur classification.

La garantie de bon fonctionnement est fixée à deux (2) ans à compter de la réception des travaux.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de rectifier tous les défauts de fonctionnement quelle qu'en soit la nature et sous les seules restrictions mentionnées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG – travaux, si, à l'expiration du délai de garantie de l'article 44.1 dudit CCAG, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution de travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG visé, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux dispositions de l'article 41.6 CCAG – travaux.

La garantie contre les vices cachés est également applicable.

6) Délai d'intervention par application des garanties

Le titulaire s'engage à intervenir, à compter de l'appel des services techniques du maître d'ouvrage prescrivant une intervention pour tous types de dysfonctionnement, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés, durant la totalité de la période de garantie de parfait achèvement.

Le titulaire peut sous-traiter ce type d'intervention à un tiers de son choix. Si le titulaire en fait la demande, le pouvoir adjudicateur lui communique le nom des entreprises en charge de la maintenance des installations et des équipements similaires à ceux couverts par la garantie de parfait achèvement.

7) Assurance

Le titulaire du marché, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants devront justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, qu'ils ont souscrit à :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des travaux (dit responsabilité civile).
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivant du code civil (responsabilité décennale)

En supplément de l'article 8 du CCAG – travaux, et sans qu'il soit nécessaire que le titulaire reçoive une demande préalable du maître d'ouvrage ces assurances devront être justifiées à chaque renouvellement de la police.

XVII. RESILIATION

Les dispositions de l'article 49 du CCAG – travaux sont applicables.

1) Résiliation du marché aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 50.3 du CCAG – travaux, ainsi que :

- En cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- Lorsque le titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ;
- Lorsque le titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail.

2) Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

L'article 50.4 du CCAG – travaux est seul d'application.

3) Exécution aux frais et risques du titulaire

a. En cours d'exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de défaut et/ou mauvaise exécution par ce dernier d'une prestation, dans les conditions décrites aux articles 41.6 et 52 du CCAG – travaux.

b. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Dans ce cas, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au montant du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due au maître d'ouvrage.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

XVIII. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

1) Obligation d'identification des travailleurs

Le titulaire est tenu d'une obligation d'identification de toutes les personnes intervenant sur le chantier, doublée de l'obligation de tenir un registre établissant la liste exhaustive de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Ce registre doit être tenu à jour et mis à la disposition du maître d'œuvre et de toute autorité compétente. Sa production peut également être sollicitée par le maître d'ouvrage. Le respect de ces obligations s'impose également à l'ensemble des sous-traitants qu'ils soient directs ou indirects. Il appartient au titulaire d'en faire assurer le respect par ces derniers, tout en conservant l'entière responsabilité des personnes recrutées.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer à tout moment à l'ensemble des personnes présentes sur le chantier la « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics » ou « l'attestation provisoire » mentionnée aux articles R. 8292-1 et suivants du code du travail.

La non-présentation de cette carte implique de fait une expulsion du chantier de la ou des personnes, et une mise en demeure de l'entreprise titulaire de fournir la justification de la situation des salariés, ou de celle de ses cotraitants ou sous-traitants.

A défaut de production des justificatifs, le maître d'ouvrage adresse un signalement aux autorités en charge de la lutte contre le travail illégal.

2) Lutte contre le travail dissimulé

En application des articles D. 8222-5 du code du travail (ou D. 8222-7 pour un candidat établi à l'étranger), le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, l'attestation à jour de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations ou contributions.

3) Emploi de travailleurs étrangers ou détachés

En application des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail qu'il emploie ou que son sous-traitant emploie.

En application des articles R. 1263-12 et R. 1263-12-1 du code du travail, le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de fournir au maître d'ouvrage avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés sur le territoire national, une copie de la déclaration de détachement.

De même le titulaire, ses cotraitants et ses-traitants sont tenus de déclarer tout accident d'un travailleur détaché auprès de l'inspection du travail dans les conditions prévues aux articles L. 1262-4-4 et R. 1262-2 du code du travail.

XIX. AUTRES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

1) Garantie et responsabilité

Les prestations réalisées par le titulaire sont assorties des garanties légales telles que définies par les articles 1792 à 1792-5 du code civil et définies à l'article XVI des présentes CCAP.

Au cours de cette période, l'entreprise est tenue de rectifier tous les défauts de fonctionnement quelle qu'en soit la nature.

2) Assurance qualité

L'entreprise doit mettre en œuvre toutes les dispositions permettant d'assurer que les études, achats et travaux sont conduits de façon telle que, à leur achèvement, les ouvrages et/ou installations

livrés par ses soins respectent les obligations contractuelles préétablies au sein des différents cahiers des charges.

La démonstration de cette démarche d'assurance qualité sera apportée, au minimum, par la remise au maître d'œuvre de fiches d'autocontrôle.

Ces dernières porteront au minimum sur le listing du matériel installé et la vérification de son bon fonctionnement.

3) Responsabilité et certification

Le titulaire du présent marché a une obligation de résultat, concernant les phases d'étude et de réalisation du système de sécurité incendie.

Le titulaire du marché reste entièrement responsable du résultat des travaux qui sera sanctionné lors de la réception et après pendant les délais de garanties au sens de l'article 1792-6 du Code civil.

La conformité des travaux et installations est regardé par rapport aux règlements et normes en vigueur, aux fonctionnalités décrites au sein du CCTP et aux performances par rapport aux différents essais de l'installation.

Le titulaire devra posséder la certification « APSAD installation » ou équivalent (un justificatif est obligatoire) et posséder une police d'assurance couvrant sa responsabilité biennale et décennale pour lesdits travaux de système de sécurité incendie.

XX. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'article 5.2 du CCAG – travaux est d'application directe.

XXI. REGLEMENT DES CONFLITS

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable, dans un premier temps, les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige, notamment, sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 55 du CCAG – travaux, le tribunal administratif d'Orléans sera compétent pour trancher le litige.

XXII. DEROGATION AU CCAG – TRAVAUX DE 2021

<u>Article du CCAP</u>	<u>Article du CCAG – travaux</u>
II. Partis aux marché	3.9
V. Cadre juridique et pièces contractuelles	4.1
VIII. Modalité d'exécution	28.1
IX. obligations du titulaire	6.2 7.2
XI. Modalité de règlement des comptes	12.4.4 ; 12.3.2.
XIV. Pénalités	19.3 ; 19.2.1 ; 19.2.3
XV. Contrôle et réception des travaux	41.1 ; 41.2 ; 41.6
XVI. Résiliation	44.2